

Les « racines du mal » à l'extérieur :

Vous avez dit « jihadistes » ?

Roland Laffitte, dernière mise à jour le 17/04/2015

Le 13 janvier 2015, soit deux quelques jours seulement après les tueries des 7 et 9, le Parlement vote la poursuite de l'intervention militaire en Irak, par 488 voix contre 1 à l'Assemblée nationale, et 327 voix au Sénat contre 19 abstentions dues au groupe communiste. La coïncidence du calendrier fait bien les choses. La quasi-union nationale des élus de la République prolonge la grande communion nationale des défilés du dimanche 11 en dissipant la confusion des sentiments, en donnant à l'indignation contre les assassinats et la colère contre leurs auteurs une réponse étroitement canalisée dans la justification des interventions militaristes et impérialistes classiques, désormais applaudie par un nombre croissant de Français, passés de 66% en septembre 2014 à 80% aujourd'hui. Bravo, les artistes parlementaires !¹

Un engrenage stupide et dangereux

Quelle est « la cause des drames » que nous venons de vivre ? Pour cette quasi-unanimité des représentants du peuple, François Fillon la résume parfaitement : « c'est la montée de l'intégrisme musulman dans toute une partie du monde, le basculement dans le terrorisme de territoires entiers, la Syrie, l'Iraq, le Yémen, la Libye, une partie du Sahel »². Rien de bien différent à ce que lançait Benyamin Netanyahu de se parachuter dans la manifestation du 11 janvier : « si nous ignorons la vraie racine du problème, si nous ignorons le fait qu'il s'agit de terrorisme issu de l'islam radical qui veut anéantir toute la culture occidentale, et le peuple juif parmi elle³, alors ce que nous voyons à Paris ne sera que le début »⁴.

C'est commettre deux erreurs majeures.

La première est de croire que les jeunes qui ont commis les attentats de Londres en avril 2005 ou à Paris en janvier 2015, sont de simples marionnettes de groupes étrangers. Ce sujet est abordé dans un groupe de REMARQUES à part⁵.

Mais admettons que cela soit contienne une part de vérité. Admettons que les « racines du mal » soient dans le « terrorisme islamique ». La solution est-elle dans des interventions militaires accompagnées de la phraséologie belliciste de la « guerre contre le terrorisme », vide de sens ? Laissons pour l'instant de côté le qualificatif d'« islamique ». Il a l'inconvénient de jeter l'opprobre sur l'Islam pris comme un bloc homogène, insécable et invariant. Cette question est

¹ 53% des Français soutenaient l'intervention en Irak selon un sondage publié le site de l'IFOP le 22/09/2014. Le soutien passe à par plus de 80% des Français, selon un sondage Harris Interactive pour LCP-Assemblée nationale publié le 13/01/2015.

² François Fillon sur *France Inter* le 13 janvier 2015.

³ Le premier ministre israélien donne ainsi raison à mon ami Moïse Saltiel, qui dénonçait l'élimination des cultures juives orientales par l'État d'Israël.

⁴ Voir *JSSNnews* du 20/01/2015.

⁵ Voir *Les « racines du mal » à l'intérieur : Vous avez dit « apartheid » ?*

largement développée dans un groupe de remarques consacré à l'Islam⁶. Restons sur la notion de « terrorisme ». Le terrorisme n'est pas une politique, mais un moyen d'action politique. Les « assassinats ciblés » à la mode en font partie : les services étasuniens en ont effectués plus de 2.000 sous l'administration Obama. Et notre brave président Hollande n'est pas en reste⁷. Comme l'on qualifie de « terroristes » les seules actions imputées à l'ennemi, il va de soi que, dans le discours officiel, le terme renvoie aujourd'hui au qualificatif d'« islamique » en le sous-entendant, ce qui nous ramène à la proposition précédente. Nous sommes dans la propagande, non dans l'analyse, et l'utilisation de ces termes dispense de s'interroger sur les causes de l'action de groupes comme ceux qui sont liés aux nébuleuses politiques d'Al-Qaïda et de Daech. C'est dommage. Il y aurait beaucoup à apprendre.

Cette attitude crée avec les groupes incriminés, comme l'affirme à juste titre Dominique de Villepin, « un face à face » sur le terrain, c'est-à-dire dans les pays de l'arc Afghanistan–Maghreb et Afrique sahélienne, « tendant à propager l'idée que nous sommes en guerre contre l'Islam ». Pour lui « Il n'y avait pas de terrorisme dans cette région, l'Iraq et la Syrie, à cette échelle avant l'intervention militaire américaine de 2003 ». Bref, Il pense que « nous nourrissons le terrorisme chaque fois que nous intervenons militairement »⁸. Et en effet...

L'expérience afghane n'a visiblement servi de rien. À supposer que la réaction à l'attentat du 11 septembre justifiait une attaque contre l'Afghanistan, pourquoi, après avoir réagi à Al-Qaïda, les États-Unis ont-ils fait subir au pays une punition collective en l'occupant, remplaçant ainsi les Russes qu'ils avaient contribué peu d'années auparavant à chasser, et éliminer les talibans dont ils avaient fait le lit dans le combat antisoviétique ? Pourquoi les pays de l'OTAN, sans voir les motivations réelles de leur grand-frère étasunien, l'ont-ils suivi dans cette aventure ? Après quatorze années d'occupation militaire, le pays est pratiquement livré à ces talibans. Ils sont ce serpent qu'une coalition des États-Unis et de l'Arabie saoudite a réchauffé en leur sein, les premiers leur donnant un puissant appui militaire contre l'occupation soviétique, l'autre en finançant massivement des brigades de volontaires et en inondant le Pakistan et l'Afghanistan de prédicateurs animés du poison wahhabite, transformant la résistance nationale en l'enfermant dans un lutte contre les Mécresants.

Dès lors, cette dernière s'est naturellement muée, une fois les Russes éliminés, en lutte contre les puissances occidentales, dont la présence s'est renforcée encore au Moyen-Orient à la faveur de la guerre d'Iraq en 1991, et où l'injustice radicale de l'État-colon d'Israël remue tous les jours le couteau dans la plaie.

L'expérience iraquienne n'a pas servi davantage. En dépit des mensonges de Bush fils qui ont servi à justifier l'occupation du pays, il n'y avait pas de groupe lié à Al-Qaïda en Iraq en 2003. En revanche, ils sont nés de l'intervention étasunienne, notamment avec Al-Zarqawi, de retour d'Afghanistan. Ne sont-ce pas ensuite l'occupation étasunienne et son soutien à un pouvoir exclusiviste et intolérant voulant faire payer aux Sunnites leur haine du régime de Saddam, qui ont permis à Daech de coaliser bon gré mal gré les brigades dirigés par les officiers de l'armée bathiste passés à la clandestinité, la confrérie soufie des naqshbandis et les tribus du pays sunnites dont la force s'est nourrie du démantèlement de l'État ? Personne ne le nie.

⁶ Voir *L'Islam sur la sellette*.

⁷ Voir *JSSNnews* du 20/01/2015.

⁸ Voir Vincent Nouzille, *Les tueurs de la République*, Paris : Fayard, 2015.

L'expérience libyenne n'a pas davantage servi de leçon. N'est-ce pas elle qui, menée jusqu'au lynchage public de Qaddafi, a livré le pays à la guerre de tous contre tous et déstabilisé le Sahel en disséminant des groupes puissamment équipés par les trésors d'armements trouvés dans la caverne d'Ali Baba des arsenaux libyens ? N'est-ce pas à sa suite que l'armée française s'est sentie « la mission » d'intervenir au Mali pour « combattre la menace terroriste » consécutive au désastre libyen ?⁹

El voici que, levant martialement le menton, enhardi par son attitude de condottiere de la « civilisation » avec laquelle il sent la France « exister » – comme s'il n'y avait pas d'autres moyens de rayonner à l'échelle internationale –, notre gouvernement, qui reprochait à celui des États-Unis de ne pas être intervenu en Syrie contre Bachar al-Assad, se met à courir derrière lui dans une nouvelle « coalition antiterroriste » au Moyen-Orient. Le raisonnement sous-tendu est d'une logique incroyable : en ébranlant la société iraquienne, l'intervention étasunienne est certes à l'origine des groupes armés comme Daech ; c'était probablement une erreur, mais le mal est fait. Désormais, il faut s'en protéger et suivre les États-Unis... dans la même politique. L'ancien ministre des Affaires étrangères Dominique de Villepin n'a pas tort de poser cette question : « combien de terroristes allons-nous créer ? »¹⁰ En d'autres termes : cette conduite mène dans le mur ; qu'à cela ne tienne, accélérons ! Nous sommes dans la logique de la *fabrication de l'ennemi*, titre éloquent donné récemment à l'un des ouvrages par le politologue Pierre Conesa¹¹.

Rompre avec les prétentions impérialistes

Mais il faut aller plus loin. Rares sont ceux qui, comme Ken Livingston, membre du Labour Party et maire de Londres de 2000 à 2008, réagissait courageusement aux attentats de Londres qui firent, le 7 juillet 2005 qui firent 56 morts et 700 blessés, en refusant de laisser l'arbre de ces actes horribles cacher la forêt des problèmes dont ils ne sont qu'une des manifestations, un des symptômes désastreux. Ne suggérait-il pas en effet, dans un entretien avec la BBC qui eut lieu le jour même, à chaud, que « des décennies d'intervention britannique et américaine dans la région riche en pétrole du Moyen-Orient ont motivé les poseurs de bombes de Londres » ? Et d'affirmer en outre : « Si à la fin de la Première Guerre mondiale nous avons fait ce que nous avons promis aux Arabes, à savoir les laisser libres d'avoir leurs propres gouvernements, nous retirer des affaires arabes et leur acheter tout simplement leur pétrole, au lieu de nous sentir obligés de contrôler les flux pétroliers, j'imagine que tout cela ne serait pas arrivé »¹².

Certes, les motivations des grandes puissances au Moyen-Orient sont un peu plus compliquées que la question du pétrole, et cela est aussi vrai pour les pays d'Afrique sahélienne. Mais inutile de se voiler la face. Il existe, sur le plan pratique, un contentieux historique général non éteint entre les peuples du Moyen-Orient et de l'Afrique, et les puissances d'Europe et d'Amérique, né de l'oppression coloniale, du soutien à des régimes honnis pour des raisons de pétrole et de géopolitique, et de découpage mutilant de ces pays, aujourd'hui manifestement remis en cause et, en leur cœur symbolique, le soutien à l'État-

⁹ Je renvoie ici à mon ouvrage intitulé *La ronde des libérateurs, de Bonaparte à Hollande*, écrit au lendemain de l'intervention française au Mali, Paris : Éditions Alfabarre, 2013.

¹⁰ Dominique de Villepin, « Une nouvelle guerre en Irak absurde et dangereuse », *BFM*, 12/09/2014.

¹¹ Pierre Conesa, *La fabrication de l'ennemi*, Paris : Robert Laffont, 2011.

¹² Voir « Mayor blames Middle East policy », mis en ligne sur le site *BBC News* le 20/07/20025.

colon d'Israël. De ce point de vue, la caution ouverte et immédiate donnée par les autorités françaises au dernier massacre programmé de l'armée israélienne à Gaza dans l'été 2014 ne sont pas là pour détendre l'atmosphère. Ce simple fait suffirait déjà à pousser à la coalition de groupes discordants, animés au départ par des motifs de lutte divers, contrastés, voire opposés et adversaires entre eux. L'interventionnisme militaire français échevelé de ces dernières, loin de réduire ce contentieux, l'avive en permanence et dirige naturellement contre notre pays des réactions dont il n'était pas originellement la cible directe. Peut-on imaginer que l'on intervienne chez les voisins sans que celui-ci ne pousse pas la riposte chez nous ?

Deux éléments graves émergent dans le rapport contemporain des puissances euro-nord-américaines¹³ avec le Proche-Orient.

Le premier concerne la politique de notre gouvernement, et celui de l'Arc des pays précédemment cités vis-à-vis d'Israël, c'est-à-dire de la gamme d'attitudes allant de la complaisance au soutien inconditionnel à cet État dans son oppression des Palestiniens. Il n'est pas besoin d'être Musulman pour être révolté par la négation du peuple palestinien, comme voudraient le faire accroire ceux qui, dans la bonne tradition colonialiste européenne, veulent faire passer les réactions aux conquêtes coloniales – et à la « civilisation » qu'elles sont censées apporter – au fanatisme et à l'obscurantisme musulmans. Je ne sais pas que les Chrétiens de Palestine aient succombé à cette propagande. C'est même le cas de certains Juifs qui ont eu la trempe de résister à la pression sioniste, et pas seulement de religieux, comme ceux de Naturei Karta, mais de simples citoyens de l'Empire ottoman, installés là avant la création d'Israël et qui ont refusé cette création coloniale, et que j'ai eu l'honneur de compter parmi mes amis¹⁴. Il n'est pas besoin d'être Arabe non plus, de quelque confession que ce soit, pour refuser cette injustice, qui est une atteinte à l'Homme, tout simplement. C'est dire qu'il est à plus forte raison de mauvais aloi de refuser aux Musulmans une solidarité avec leurs frères palestiniens, même si certains d'entre eux, par un jeu de rôles pervers, veulent réduire la Palestine à une Palestine islamique. Franchement, c'est de la bien piètre propagande que d'accuser les Palestiniens de pratiquer un « racisme anti-Juif » quand ils s'en prennent aux « Juifs », alors même que les Israéliens, pratiquant allégrement la confusion entre Juifs comme religionnaires du judaïsme et Juifs comme peuple, opposent fallacieusement Juifs et Arabes comme Juifs et Musulmans. Le fait que le racialisme européen du XIX^e siècle, voire le racisme sur lequel il s'appuie – merci Ernest Renan ! – qui a fourni le socle de l'antijudaïsme nazi, ne justifie pas, au-delà d'une revendication morale parfaitement légitime, le renversement axiologique qui fait des Juifs un « peuple » compris au-delà d'une appellation générale, comme on dit « peuple chrétien » ou « peuple de gauche », bref une ethnie séparée des nations dans lesquelles ils vivent, et à plus forte raison, une « nation » propre. C'est là que l'on peut mesurer à quel point la perversion d'Israël comme « État juif » a déversé tout son poison, non seulement en Moyen-Orient en la communiquant à d'autres confessions, mais aussi en Europe et en Amérique du nord et dans le monde.

¹³ Comme il n'y a aucune raison d'exclure la Russie de l'Europe et de l'Occident, j'entends par là les pays de l'Arc qui lie la Russie aux puissances nord-américaines, soit directement par la Sibérie et l'Alaska, soit en passant par l'Europe occidentale, cette petite péninsule de l'Asie.

¹⁴ Je fais ici allusion à Moïse Saltiel, agronome israélien qui a fui ce pays dans lequel il ne s'est jamais reconnu. C'est lui qui sur ma recommandation, assura la couverture de la situation en Palestine et au Moyen-Orient pour *Témoignage Chrétien* en 1991 sous le pseudonyme de Maurice Jacoby.

Le second élément est celui de l'attitude de notre gouvernement, et plus généralement celle des États de l'Arc euro-nord-américain vis-à-vis de Chrétiens d'Orient. Je le dis de façon d'autant plus sereine que je fus coordinateur, en 1996, d'un numéro spécial des *Cahiers de l'Orient* consacré à la situation précaire de ces populations¹⁵, et que j'ai eu l'occasion de pratiquer sur place aussi bien en Iraq qu'en Syrie, en Palestine qu'en Jordanie, en Égypte qu'au Soudan, et, à Paris même de tous les pays du Proche-Orient, Liban compris, parmi lesquels je compte de nombreux amis. C'est dire que les attaques dont ils font l'objet de la part de Daech m'affligent et me révoltent. Mais je n'oublie pas d'avoir entendu de la bouche de simples particulier comme de celles d'autorités religieuses, la mise en garde constante contre l'idée de faire des Chrétiens une catégorie spéciale des sociétés orientales, qui mériteraient une spéciale compassion dans la vallée larmes où sont projetées toutes les confessions, les Musulmans les premiers. Attitude stupide, héritées de la vieille propension impériale-coloniale et qui met ces frères humains en danger devant les réactions primaires, stupides, de leur concitoyens réduisant les comportements impérialistes « occidentaux » à un comportement « chrétien », parallèle à l'homothétie maligne faite entre sionisme et judaïsme.

Le fantasme récurrent du jihad

La référence de la plupart de ces groupes dissidents des sociétés du Moyen-Orient, du Maghreb et du Sahel subsaharien à l'Islam, dont la nature et le poids dans la vision politique varie énormément avec les groupes et les circonstances, tient souvent du ralliement à un drapeau facile, sans effort, dispensant d'approfondir le programme. Elle peut être l'habit qui recouvre toute une gamme de motivations, des plus louables aux plus moins avouables. C'est commettre une erreur grave de les mettre tous dans le même sac, de gommer leurs différences, de déplacer les stigmatiser en les amalgamant à ceux dont la revendication à l'Islam peut cacher les intérêts les plus sordides. Le caractère fruste jusqu'à la caricature, l'étroitesse poussée à l'intolérance absolue de certains d'entre eux ressort souvent du style théologique invoqué pour s'opposer à un ordre établi intolérable, l'alliance de pouvoirs oppresseurs, souvent réduits à des interfaces des grandes puissances, et des autorités religieuses traditionnelles serviles.

Il existe une habitude née de l'orientalisme impérialiste européen, qui voyait hier dans Abd el-Kader un fanatique irréductible animé par des pulsions tyranniques et xénophobes, et qui confond aujourd'hui tous les groupes et organisations classées comme « terroristes » dans le même sac. On y fourre le Jabhat al-Nusra ou Aqal en Syrie, Aqmi au Sahel ou Aqpa au Yémen, les Chabab somaliens, plus ou moins franchisés d'Al-Qaïda, puis Daech et les groupes disparates qui lui ont proclamé allégeance, comme Boko Haram au Nigéria. Peu importe également que l'on y jette dans ce chaudron infernal, pour les besoins de la cause, les talibans d'Afghanistan ou du Pakistan, nés d'une autre tradition, même si leur développement n'est pas étranger à l'influence saoudienne. Pis encore, on mêle à ces groupes hétéroclites, dans une prétendue « liste noire terroriste » des États-Unis et de l'Union européenne, sorte d'inventaire à la Prévert du « terrorisme », des organisations comme le Hamas ou le Jihad islamique palestiniens ou le Hezbollah libanais. Dominique de Villepin affirmait encore, à propos de l'intervention française en Iraq en septembre dernier : « Aujourd'hui, aller faire la

¹⁵ Voir « Chrétiens en terre d'Islam », Dossier des *Cahiers de l'Orient* n° 48, 4^{ème} trim. 1997. Ce numéro contient un article de mon cru, « Chrétiens d'Iraq : rien n'est jamais acquis », et le résultat de ma rencontre de ma part avec le leader islamiste soudanais en décembre 1996, intitulé « Entretien : Hassan al-Tourabi ».

guerre dans cette région, c'est prendre le risque de fédérer contre nous »¹⁶. Ce qui est vrai pour le Moyen-Orient est aussi vrai pour l'Afrique, le Maghreb comme le Sahel. Bravo !

Les groupes qui se firent muscles et poumons dans la lutte contre l'occupation soviétique de l'Afghanistan, puis contre l'invasion étasunienne en Irak se réclament volontiers d'un courant qui se dit *salafiyya jihâdiyya*, littéralement « salafiste jihadiste ». C'est leur faire grand crédit de les qualifier de « salafistes ». Ce terme, nous le devons au grand réformateur Jamal al-Din al-Afghani. Il l'employait dans un sens parallèle où Luther parlait de « Réforme ». Il s'agissait de retourner aux sources des Anciens – les *Salaf* – pour permettre une modernisation de la religion musulmane grâce un effort d'interprétation – *ijtihâd* – de la doctrine. Les prétendus *salafiyyûn*, « salafistes » actuels ont vidé l'*ijtihâd* de leur contenu en lui donnant le sens du fondamentalisme le plus bigot, le plus étroit et le plus intolérant dont n'a jamais fait montre avant eux aucun courant de l'Islam.

Employer le terme « jihadistes » pour qualifier ces groupes qui atteignent des sommets de l'exclusivisme politique et religieux est aussi le comble de l'ineptie. Seuls, dans la presse arabe, du moins qui ne se contente pas d'annoncer les analyses faites par les idéologues euro-américains, les nomment ainsi pour les parer d'une haute vertu. La Résistance aux Français dans le Syrie et le Liban mandataire se nomma *jihâd*. Les combattants algériens contre la colonisation française étaient des *mujâhidîn*, des moudjahids, c'est-à-dire des « combattants du jihâd ». Comble de la bêtise qui conduit à l'effet exactement opposé à celui recherché : lorsque l'ayatollah Sistani se fend contre Daech – que l'aviation française bombarde –, d'un appel au jihad, c'est toujours ce groupe que nous continuons à appeler jihadistes et non les milices chiïtes que nous prétendons nos alliés¹⁷. Un peu comme si, au temps de l'Indépendance de l'Algérie, nous avions paré du beau nom de Résistants les criminels de l'OAS sous prétexte qu'ils se désignaient et qu'il faut aujourd'hui un Patrick Buisson pour continuer à le faire¹⁸. L'acceptation de l'appropriation indue du terme du jihad par les groupes ultras et sa dénonciation revient à sommer nos concitoyens musulmans à condamner tout jihad, c'est-à-dire toute guerre, même défensive, même légitime dans les termes du droit international et de la Charte des Nations unies, en même temps qu'on cherche l'appui des États musulmans les plus réactionnaires pour une guerre contre les « terroristes » qu'ils ont aidés à grandir.

Ces politiques de complaisance involontaire – voire... – des adversaires affichés dans les sociétés musulmanes que l'on prétend amies, va de pair avec l'hystérisation du refus de l'Islam dans les sociétés européennes et dans l'ethnisation des Musulmans¹⁹. On perd complètement le nord lorsqu'en même temps, on soutien les gouvernements qui mobilisent tous les moyens que leur donnent la manne pétrolière pour combattre un *aggiornamento* de la religion musulmane que l'on réclame par ailleurs à cors et à cris, et que l'on accuse injustement et de façon insistante nos concitoyens musulmans d'être réticents à opérer. Quelle politique de Gribouille !

¹⁶ Dominique de Villepin, article déjà cité.

¹⁷ Voir à titre d'exemple Jack Moore, « Iraq Isis Uprising: Ayatollah Ali Al-Sistani Calls for Shia Jihad to Defend Baghdad », *International Business Times* du 13/06/2014.

¹⁸ Patrick Buisson et son compère Pascal Gauchon, *OAS : Histoire de la résistance française en Algérie*, Bièvres : Jeune Pied-Noir, 1984.

¹⁹ Cette question est développée dans les groupes de REMARQUES intitulés *Les racines du mal à l'intérieur : Vous avez dit « apartheid » ? et À nouveau, « les Barbares arrivent »*.